

澳門特別行政區**REGIÃO ADMINISTRATIVA ESPECIAL
DE MACAU****行政長官辦公室****GABINETE DO CHEFE DO EXECUTIVO****第 2/2006 號行政長官公告****Aviso do Chefe do Executivo n.º 2/2006****公佈《中華人民共和國澳門特別行政區政府
與瑞士聯邦委員會互免簽證協定》****Publicação do Acordo entre o Governo da Região
Administrativa Especial de Macau da República Popular
da China e o Conselho Federal da Suíça
sobre a Dispensa Mútua de Vistos**

行政長官根據澳門特別行政區第3/1999號法律第五條(二)項及第六條第一款的規定，命令公佈《中華人民共和國澳門特別行政區政府與瑞士聯邦委員會互免簽證協定》的正式中文及法文文本，以及相應的葡文譯本。

O Chefe do Executivo manda publicar, nos termos da alínea 2) do artigo 5.º e do n.º 1 do artigo 6.º da Lei n.º 3/1999 da Região Administrativa Especial de Macau, o Acordo entre o Governo da Região Administrativa Especial de Macau da República Popular da China e o Conselho Federal da Suíça sobre a Dispensa Mútua de Vistos, nas suas versões autênticas nas línguas chinesa e francesa, acompanhado da respectiva tradução para a língua portuguesa.

二零零五年十二月二十九日發佈。

Promulgado em 29 de Dezembro de 2005.

行政長官 何厚鏞

O Chefe do Executivo, *Ho Hau Wah*.

**中華人民共和國澳門特別行政區政府
與
瑞士聯邦委員會互免簽證協定**

獲中華人民共和國中央人民政府正式授權簽訂本協定的中華人民共和國澳門特別行政區政府和瑞士聯邦委員會(以下簡稱“締約雙方”)，為了維持及加強彼此之間的友誼與合作精神，希望簡便旅遊手續，決心在打擊非法入境方面發展和改善雙方信任和合作的關係，雙方達成以下協議：

第一條

(一) 持有效中華人民共和國澳門特別行政區護照者，非為受僱的目的進入瑞士，可免辦簽證進入、逗留及離開瑞士，在六個月內累計逗留最多九十日。

(二) 持有效瑞士普通護照、外交護照、公務護照或特別護照的瑞士國民，非為受僱的目的進入澳門特別行政區，可免辦簽證進入、逗留及離開澳門特別行政區，在六個月內累計逗留最多九十日。

(三) 以商務或公務為目的的到訪不視為受僱。

第二條

(一) 持有效澳門特別行政區護照者，如擬進入瑞士逗留超過九十日，或為工作而進入瑞士，須事先向瑞士大使館或領事館申請簽證。

(二) 持有效瑞士護照的瑞士國民，如擬進入澳門特別行政區逗留超過九十日，或為工作而進入澳門特別行政區，須事先向澳門特別行政區行政長官取得入境和逗留的批准。

第三條

- (一) 持有效澳門特別行政區護照，且持瑞士有權限當局發出的有效居留許可的人，可免辦簽證再進入瑞士。
- (二) 持有效瑞士護照，獲准在澳門特別行政區居留的瑞士國民，可免辦簽證再進入澳門特別行政區。

第四條

締約雙方須交換有效護照樣本及其使用的資料。在締約任一方更新這些護照的式樣時，應在其生效前三十日內通知締約另一方，並提供新式樣的護照樣本。

第五條

豁免簽證不免除締約任一方有效護照持有人遵守在締約另一方生效的關於入境、逗留的法例及其他法規的義務。

第六條

締約雙方的有權限當局有權拒絕不受歡迎的人進入或逗留在其境內，特別是可能對公眾秩序、衛生及安全構成危險，或其在當地出現屬非法的人。

第七條

(一) 締約雙方須根據各自的法律，負責和保證合作打擊非法入境，特別是自發或應締約一方要求交換資料。該些資料僅限於：

- a) 在任一締約方入境、逗留及離境的法律規定；
- b) 為實施本協定所需的個人資料，即：
 - 適用於本協定的個人詳細資料（如：姓、名、別名、出生地及出生日期、性別、國籍）；
 - 護照及其他身份證明文件的資料（如：編號，有效期，簽發日期及簽發地點，以及簽發機關）；
 - 居住地及行程安排資料；
 - 居留許可及簽證的資料；
 - 本協定適用的其他認別該人士所需的資料。

(二) 本條所指的合作應在不損害締約雙方應遵守的其他雙邊協定的原則下進行。

第八條

個人資料須根據各締約一方的法律搜集、處理及保護，尤其須遵從以下原則：

- a) 作為接收者的締約一方應按指定的目的及在傳送締約方訂定的條件下，使用被傳送的資料。
- b) 應對方要求，作為接收者的締約一方須通知傳送締約方關於被傳送資料的用途。
- c) 個人資料只可被傳送至負責實施本協定的有權限當局，及供其使用。如向其他機關作進一步的傳送則須事先得到傳送締約方的書面同意。

- d) 傳送締約方須確保其傳送的資料是準確、必須的及不作傳送目的以外的用途，並應遵從有關資料傳送的法律限制。如被傳送的資料不準確或被不合法地傳送，作為接收者的締約一方應被立即通知並應將有關資料更正或銷毀。
- e) 如有關人員提出要求，應根據被提出要求資料的締約方的法律告知與其本人有關的資料傳送及其打算用途。
- f) 被傳送的個人資料只在原傳送目的要求時才可被儲存。締約每一方須根據其法律，檢查被儲存資料的處理及用途。
- g) 締約每一方須保護被傳送的個人資料，避免濫用的更改、未經許可的查閱、或洩露。

第九條

任何由於解釋、適用或實施本協定所引起的爭論，將由締約雙方的有權限當局透過協商及交換意見，以口頭或書面方式解決。

第十條

基於公眾秩序、衛生或安全理由，締約任一方可中止本協定全部或部份條款，並應即時將該中止書面通知締約另一方。

第十一條

本協定亦適用於列支敦斯登公國領土和列支敦斯登公國國民。

第十二條

- (一) 本協定於簽署後第二個月的首日生效。
- (二) 締約任一方可在任何時間，書面通知另一方終止本協定。在此情況下，本協定將在被通知方收到終止通知之日起計三個月後停止生效。

本協定於二零零五年十月二十八日在澳門簽訂，一式兩份，每份分別用中文和法文寫成，兩種文本同等作準。

中華人民共和國
澳門特別行政區政府
代表

瑞士聯邦委員會
代表

**ACCORD
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE MACAO,
REGION ADMINISTRATIVE SPECIALE DE LA
REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
ET
LE CONSEIL FEDERAL SUISSE
SUR
LA SUPPRESSION RECIPROQUE DE L'OBLIGATION DE VISA**

Le Gouvernement de Macao, Région administrative spéciale de la République populaire de Chine (ci-après “RAS de Macao”), qui a été dûment autorisé à conclure cet Accord par le Gouvernement populaire central de la République populaire de Chine et le Conseil fédéral suisse, appelés ci-après les “Parties contractantes”,

désirant maintenir et renforcer l'esprit d'amitié et de coopération qui les anime,

dans l'intention de faciliter la circulation des personnes entre les deux Parties contractantes,

déterminés à développer et à renforcer de manière réciproque une collaboration empreinte de confiance en matière de lutte contre la migration clandestine,

conviennent des dispositions suivantes:

Article 1

1. Les ressortissants suisses titulaires d'un passeport suisse valable (ordinaire, diplomatique, de service ou spécial) qui n'ont pas l'intention de séjourner dans la RAS de Macao plus de 90 jours en tout en l'espace de six mois, ni d'y exercer une activité lucrative, peuvent y entrer, y séjourner et en ressortir sans visa.

2. Les titulaires d'un passeport valable de la RAS de Macao qui n'ont pas l'intention de séjourner en Suisse plus de 90 jours en tout en l'espace de six mois, ni d'y exercer une activité lucrative, peuvent y entrer, y séjourner et en ressortir sans visa.

3. Les séjours d'affaires ou ayant un motif officiel ne sont pas considérés comme exercice d'une activité lucrative.

Article 2

1. Les ressortissants suisses titulaires d'un passeport suisse valable qui ont l'intention de séjourner plus de 90 jours dans la RAS de Macao ou d'y exercer une activité lucrative doivent, avant leur départ, requérir une autorisation d'entrée et de séjour auprès de l'administrateur de la RAS de Macao.

2. Les titulaires d'un passeport valable de la RAS de Macao qui ont l'intention de séjourner plus de 90 jours en Suisse ou d'y exercer une activité lucrative doivent, avant leur départ, requérir un visa auprès d'une représentation diplomatique ou consulaire de Suisse.

Article 3

1. Les titulaires d'un passeport valable de la RAS de Macao qui possèdent une autorisation de résidence valable délivrée par les autorités suisses compétentes peuvent retourner en Suisse sans visa.

2. Les ressortissants suisses titulaires d'un passeport suisse valable qui ont obtenu le droit de résidence dans la RAS de Macao peuvent y retourner sans visa.

Article 4

Les Parties contractantes se transmettront mutuellement des spécimens de leurs passeports, ainsi que les informations pertinentes relatives à leur utilisation. Elles s'informeront mutuellement sur les changements de forme de ces documents et se remettront des spécimens de leurs nouveaux passeports trente jours avant leur mise en circulation.

Article 5

La suppression de l'obligation du visa ne libère pas les titulaires d'un passeport valable de l'une des Parties contractantes de leur obligation de se conformer aux lois relatives à l'entrée et au séjour et autres prescriptions légales en vigueur sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 6

Les autorités compétentes des Parties contractantes peuvent refuser l'entrée ou le séjour sur leur territoire aux personnes jugées indésirables, en particulier à celles qui pourraient présenter un danger pour l'ordre, la santé et la sécurité publics, ou dont la présence sur leur territoire serait illégale.

Article 7

1. Les Parties contractantes s'engagent à coopérer mutuellement conformément à leurs lois respectives dans le cadre de la lutte contre la migration clandestine, en particulier en s'échangeant des informations spontanément ou sur demande concernant exclusivement:

a) les prescriptions légales régissant l'entrée, le séjour et la sortie de leur territoire;

b) les données personnelles nécessaires à la mise en oeuvre de cet Accord, à savoir:

- l'identité (nom, prénoms, noms d'emprunt, date et lieu de naissance, sexe, nationalité) des personnes concernées;
- les indications relatives au passeport ou à d'autres pièces d'identité (notamment le numéro, la validité, la date et le lieu de délivrance ainsi que l'autorité émettrice du document);
- les indications sur les lieux de séjour et les itinéraires empruntés;
- les indications sur les autorisations de résidence et les visas accordés;
- les autres indications permettant d'établir l'identité d'une personne à qui s'applique cet Accord.

2. La coopération visée au présent article s'exerce sans préjudice des autres accords bilatéraux qui lient les Parties contractantes.

Article 8

Les données sont collectées, traitées et protégées conformément au droit de chacune des Parties contractantes. En particulier, les principes suivants doivent être observés:

a) La Partie contractante requérante n'utilise les données personnelles communiquées qu'aux fins prévues et sous les conditions fixées par la Partie contractante qui les a communiquées.

b) La Partie contractante requérante informe, sur demande, l'autre Partie contractante sur l'utilisation des données personnelles que cette dernière lui a communiquées.

c) Les données personnelles ne peuvent être communiquées et traitées que par les autorités compétentes pour l'exécution de cet Accord. Les données personnelles ne peuvent être transmises à d'autres personnes qu'avec l'autorisation écrite préalable de la Partie contractante qui les a communiquées.

d) La Partie contractante requise est tenue de s'assurer de l'exactitude des données à transmettre ainsi que de la nécessité et de l'adéquation avec le but poursuivi par la communication. Les interdictions de transmission prévues par le droit interne doivent être respectées. S'il s'avère que des données inexactes ont été transmises ou que la transmission était illicite, le destinataire doit en être avisé immédiatement. Il est tenu de procéder à la rectification ou à la destruction nécessaire.

e) A sa demande, toute personne sera renseignée sur les données personnelles qui la concernent et sur l'utilisation qui en est prévue, conformément au droit de la Partie contractante de laquelle l'information est requise.

f) Les données personnelles transmises ne seront conservées qu'aussi longtemps que l'exige le but dans lequel elles ont été communiquées. Le contrôle du traitement et de l'utilisation de ces données est assuré conformément au droit de chaque Partie contractante.

g) Chaque Partie contractante est tenue de protéger les données personnelles transmises contre l'accès non autorisé, les modifications abusives ou la communication non autorisée.

Article 9

Les différends liés à l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent Accord doivent être résolus entre les autorités compétentes des deux Parties contractantes par des consultations réciproques et des échanges de vues oraux ou écrits.

Article 10

Chaque Partie contractante peut, pour des raisons d'ordre, de santé ou de sécurité publics, suspendre l'application de tout ou partie des dispositions du présent Accord. La suspension sera notifiée immédiatement par écrit à l'autre Partie contractante.

Article 11

Le présent Accord étend également ses effets au territoire de la Principauté du Liechtenstein et à ses ressortissants.

Article 12

1. Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant sa signature.

2. Le présent accord peut être dénoncé par chaque Partie contractante en tout temps moyennant notification écrite à l'autre Partie contractante. Il prend fin trois mois après réception de la dénonciation par l'autre Partie contractante.

Fait dans la Région administrative spéciale de Macao le 28 octobre 2005 en double exemplaire, en langue chinoise et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de Macao,
Région administrative spéciale
de la République populaire de Chine

Pour le Conseil fédéral suisse

**Acordo entre
o Governo da Região Administrativa Especial de Macau
da República Popular da China e o Conselho Federal da
Suíça sobre a Dispensa Mútua de Vistos**

O Governo da Região Administrativa Especial de Macau da República Popular da China, devidamente autorizado a celebrar o presente Acordo pelo Governo Popular Central da República Popular da China, e

O Conselho Federal da Suíça

a seguir denominados “Partes Contratantes”

Com o objectivo de manter e fortalecer o espírito de amizade e de colaboração, facilitar as formalidades turísticas, bem como desenvolver e melhorar, com determinação, as relações de confiança e de cooperação no âmbito do combate à imigração ilegal,

Acordam o seguinte:

Artigo 1.º

1) Os titulares de passaportes da Região Administrativa Especial de Macau da República Popular da China válidos ficam isentos de visto para entrar e sair da Suíça e podem aí permanecer, com fins que não sejam de emprego, por períodos que não ultrapassem 90 dias acumulados em seis meses.

2) Os nacionais suíços titulares de passaportes suíços comuns, diplomáticos, de serviço ou especiais válidos, ficam isentos de visto para entrar e sair da Região Administrativa Especial de Macau e podem aí permanecer, com fins que não sejam de emprego, por períodos que não ultrapassem 90 dias acumulados em seis meses.

3) As visitas de natureza comercial ou de trabalho não são consideradas com fins de emprego.

Artigo 2.º

1) Os titulares de passaportes da Região Administrativa Especial de Macau válidos que desejem entrar na Suíça por mais de 90 dias ou para fins de emprego, têm que obter previamente o visto junto da embaixada ou consulado da Suíça.

2) Os nacionais suíços titulares de passaportes suíços que desejem entrar na Região Administrativa Especial de Macau por mais de 90 dias ou para fins de emprego, têm que obter previamente autorização de entrada e permanência junto do Chefe do Executivo da Região Administrativa Especial de Macau.

Artigo 3.º

1) Os titulares de passaportes da Região Administrativa Especial de Macau válidos que tenham obtido autorização de residência válida emitida pela autoridade competente da Suíça, ficam isentos de visto para entrar novamente na Suíça.

2) Os nacionais suíços titulares de passaportes suíços válidos que tenham obtido autorização de residência na Região Administrativa Especial de Macau, ficam isentos de visto para entrar novamente na Região Administrativa Especial de Macau.

Artigo 4.º

As Partes Contratantes trocarão exemplares dos seus passaportes válidos, incluindo a descrição dos mesmos. Caso qualquer das Partes modifique o modelo dos seus passaportes, deverá notificar a outra Parte e enviar exemplares dos novos passaportes, no prazo de 30 dias antes destes entrarem em circulação.

Artigo 5.º

A isenção de vistos não exime os titulares de passaporte válido de qualquer das Partes Contratantes, da observância das leis e regulamentos em vigor na outra Parte, relativos à entrada e permanência.

Artigo 6.º

As autoridades competentes das Partes Contratantes têm direito de negar a entrada ou permanência de pessoas que sejam consideradas indesejáveis, especialmente aquelas que possam pôr em causa a ordem, a saúde e a segurança públicas, ou cuja permanência seja ilegal.

Artigo 7.º

1) As Partes Contratantes deverão assegurar e garantir, nos termos das suas legislações, a cooperação no combate à imigração ilegal, especialmente no âmbito da troca de informações por iniciativa própria ou a pedido da outra Parte, devendo tais informações dizer respeito apenas ao seguinte:

a) Disposições legais relativas à entrada, permanência e saída de qualquer das Partes;

b) Dados pessoais indispensáveis à execução do presente Acordo, isto é:

— dados pessoais aplicáveis ao presente Acordo (apelido, nome próprio, outro nome usado, local e data de nascimento, sexo e nacionalidade);

— passaporte ou bilhete de identidade (número, data de validade, data e local de emissão, autoridade emitente);

— local de residência e itinerários;

— autorização de residência e visto;

— outras informações aplicáveis ao presente Acordo e indispensáveis à identificação da pessoa em causa.

2) A cooperação referida neste artigo deve ser desenvolvida sem prejudicar outros acordos bilaterais a cumprir por ambas as Partes Contratantes.

Artigo 8.º

A recolha, tratamento e protecção de dados pessoais devem ser feitos de acordo com a própria disposição legal de cada uma das Partes Contratantes, aplicando-se, nomeadamente, os princípios seguintes:

a) Qualquer das Partes Contratantes, como parte destinatária, deve utilizar os dados comunicados apenas para os fins indicados e de acordo com as condições fixadas pela parte que os comunica.

b) A parte destinatária quando solicitada, deve informar a parte que comunica os dados sobre a utilização dos mesmos.

c) Os dados pessoais só podem ser comunicados às autoridades competentes para a execução deste Acordo e por estas utilizados. Quaisquer comunicações ulteriores dos dados a outros organismos devem ser autorizadas previamente e por escrito pela parte que os comunica.

d) A parte que comunica os dados deve assegurar que os mesmos sejam exactos, necessários e não excessivos em relação à finalidade da comunicação, bem como sujeitar-se às restrições legais relativas à comunicação de dados. Quando os dados sejam inexactos ou comunicados ilegalmente, a autoridade destinatária deve ser imediatamente informada e proceder à rectificação ou eliminação dos mesmos.

e) Qualquer interessado, mediante pedido, deve ser informado da comunicação dos dados que lhe diga respeito e da respectiva utilização, de acordo com a legislação da Parte Contratante à qual é exigida a comunicação de dados.

f) Os dados pessoais comunicados só podem ser conservados quando a finalidade da comunicação o exigir. As Partes Contratantes devem fiscalizar, de acordo com as próprias leis, o tratamento e a utilização dos dados conservados.

g) As Partes Contratantes devem proteger os dados comunicados, de modo a evitar que os mesmos sejam alterados abusivamente, consultados ou revelados sem autorização.

Artigo 9.º

Todos os litígios decorrentes da interpretação, aplicação e execução do presente Acordo serão resolvidos por acordo e troca de opiniões, em forma oral ou escrita, entre as autoridades competentes das Partes Contratantes.

Artigo 10.º

Por motivos de ordem, saúde ou segurança públicas, cada uma das Partes Contratantes pode suspender, total ou parcialmente, a aplicação do presente Acordo. Tal suspensão deve ser notificada imediatamente à outra Parte Contratante por escrito.

Artigo 11.º

O presente Acordo aplica-se ao território do Principado de Liechtenstein e aos seus nacionais.

Artigo 12.º

1) O presente Acordo entra em vigor no primeiro dia do segundo mês seguinte à data da sua assinatura.

2) Qualquer das Partes Contratantes pode, a todo o momento, denunciar o presente Acordo mediante notificação escrita dirigida à outra Parte. O presente Acordo deixa de vigorar três meses após a data da recepção da notificação.

Feito em Macau, em 28 de Outubro de 2005, em dois exemplares, nas línguas chinesa e francesa, fazendo ambos igualmente fé.

Pelo representante do Governo
da Região Administrativa
Especial de Macau da
República Popular da China

Pelo representante do
Conselho Federal da Suíça

批示摘錄

透過辦公室主任二零零五年十二月十九日批示：

根據現行《澳門公共行政工作人員通則》第二十六條第一款及第三款規定，危行在政府總部輔助部門擔任第三職階二等助理技術員的編制外合同，自二零零六年三月一日起續期一年。

二零零六年一月三日於行政長官辦公室

辦公室主任 何永安

Extracto de despacho

Por despacho do chefe deste Gabinete, de 19 de Dezembro de 2005:

Ngai Hang — renovado o contrato além do quadro, pelo período de um ano, como técnico auxiliar de 2.ª classe, 3.º escalão, nos SASG, nos termos do artigo 26.º, n.ºs 1 e 3, do ETAPM, em vigor, a partir de 1 de Março de 2006.

Gabinete do Chefe do Executivo, aos 3 de Janeiro de 2006. —
O Chefe do Gabinete, *Ho Veng On*.

行政法務司司長辦公室**第 1/2006 號行政法務司司長批示**

行政法務司司長行使《澳門特別行政區基本法》第六十四條賦予的職權，並根據第 6/1999 號行政法規第二條第一款（六）項及第七條，以及第 11/2000 號行政命令第一款、第二款及第五款的規定，作出本批示。

轉授一切所需的權力予身份證明局局長黎英杰學士或其法定代任人，以便代表澳門特別行政區作為簽署人，與“中國殺蟲服務”簽訂為身份證明局提供殺蟲服務合同。

二零零六年一月三日

行政法務司司長 陳麗敏

**GABINETE DA SECRETÁRIA PARA A ADMINISTRAÇÃO
E JUSTIÇA****Despacho da Secretária para a Administração
e Justiça n.º 1/2006**

Usando da faculdade conferida pelo artigo 64.º da Lei Básica da Região Administrativa Especial de Macau e nos termos da alínea 6) do n.º 1 do artigo 2.º e do artigo 7.º do Regulamento Administrativo n.º 6/1999, conjugados com os n.ºs 1, 2 e 5 da Ordem Executiva n.º 11/2000, a Secretária para a Administração e Justiça manda:

São subdelegados no director dos Serviços de Identificação, licenciado Lai Ieng Kit, ou no seu substituto legal, todos os poderes necessários para representar a Região Administrativa Especial de Macau, como outorgante, no contrato de prestação de serviços de exterminação de insectos à Direcção dos Serviços de Identificação, a celebrar com a sociedade «China Pest Control Service».

3 de Janeiro de 2006.

A Secretária para a Administração e Justiça, *Florinda da Rosa Silva Chan*.